

5052H593/1

932h

(1941)



SECRETARIAT D'ETAT  
AUX COMMUNICATIONS

Direction Générale  
des Transports

5ème Bureau

Ligne de Paris à Lyon

Commune de Maisons-Alfort

Affectation au domaine public  
des R.N. de terrains dépen-  
dant du domaine public du che-  
min de fer

Pourvoi en Conseil d'Etat  
de la Cie P.L.M. contre la D.M.  
du 19 août 1936

S.E. 354-546

COPIE

Paris, le 15 avril 1941

LE SECRETAIRE D'ETAT

à Monsieur le Président du Conseil  
d'Administration de la Société Nationale  
des Chemins de fer

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint copie de la décision du 21 février 1941, - qui vient de me parvenir, - par laquelle le Conseil d'Etat, statuant au contentieux sur une instance engagée par la Compagnie des Chemins de fer P.L.M. et relative au transfert du domaine public du Chemin de fer à celui des Routes Nationales, de terrains situés à Maisons-Alfort :

1°- a rejeté le recours formé par la Compagnie des Chemins de fer P.L.M. contre la décision ministérielle du 19 août 1936, comme portée devant une juridiction incompétente pour en connaître en premier ressort ;

2°- a mis les dépens de l'instance à la charge de la Société Nationale des Chemins de fer, substituée à la Compagnie des Chemins de fer P.L.M. dans ses droits et obligations.

Vous voudrez bien assurer, en ce qui vous concerne, l'exécution de la décision du Conseil d'Etat, dont j'adresse copie, pour information, à M. le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances et à M. le Préfet de la Seine.

P. le Ministre et par autorisation,  
Le Directeur Général des Chemins de fer et  
des Transports,

Signé : René CLAUDON.



Société Nationale des Chemins  
de fer Français (substituée  
aux droits de la Compagnie des  
Chemins de fer de Paris à Lyon  
et à la Méditerranée)

CONSEIL D'ETAT

Décision lue le 21 février 1941

C O P I E

AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS,

LE CONSEIL D'ETAT STATUANT AU CONTENTIEUX,  
Sur le rapport de la Section du Contentieux,

Vu la requête sommaire et le mémoire ampliatif présentés pour la Compagnie des Chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée, société anonyme, 88, rue Saint-Lazare à Paris, agissant poursuites et diligences de ses directeur et administrateurs en exercice, ladite requête et ledit mémoire enregistrés au Secrétariat du Contentieux du Conseil d'Etat, les 19 octobre et 22 décembre 1936, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil ~~annuler~~ annuler une décision, en date du 19 août 1936, par laquelle le Ministre des Travaux Publics a autorisé le transfert du domaine public du chemin de fer à celui des routes nationales, de terrains situés à Maisons-Alfort et compris dans la concession accordée à la Compagnie P.L.M., et a décidé que ce changement d'affectation aurait lieu moyennant le versement à la Compagnie intéressée d'une indemnité correspondant au préjudice subi par elle du fait de cette opération.

- .....
- Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;
  - Vu la loi du 28 pluviôse, an VIII ;
  - Vu la convention du 31 août 1937, approuvée par décret du même jour ;
  - Où M. BLONDEL, Maître des Requêtes, en son rapport ;
  - Où l'avocat de la Société Nationale des Chemins de fer Français en ses observations ;
  - Où M. RENAUDIN, Maître des Requêtes, Commissaire du Gouvernement, en ses conclusions ;
- .....

Considérant que, pour demander l'annulation de la décision du 19 août 1936, par laquelle le Ministre des Travaux Publics a refusé de verser à la Compagnie des Chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée aux droits de laquelle a été substituée la Société Nationale des Chemins de fer, une indemnité égale à la valeur vénale des terrains compris dans son domaine concédé et affectés à l'élargissement de la route nationale n° 5, ladite Société se fonde sur les droits qu'elle tient des conventions intervenues entre la Compagnie précitée et l'Etat ;

Considérant que, d'après l'article 4 de la loi du 28 pluviôse, an VIII, c'est au Conseil de Préfecture qu'il appartient de connaître des difficultés qui peuvent s'élever entre les concessionnaires et l'administration, concernant le sens et l'exécution des clauses de leurs contrats ; que, par suite, la requête de la Compagnie des Chemins de fer de Paris-Lyon-Méditerranée et de la Société Nationale des Chemins de fer, présentée directement au Conseil d'Etat, n'est pas recevable ;

#### DECIDE :

##### Article 1<sup>er</sup>

La requête susvisée de la Compagnie des Chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée et de la Société Nationale des Chemins de fer est rejetée comme portée devant une juridiction incompétente pour en connaître en premier ressort.

##### Article 2

Les dépens sont mis à la charge de la Société Nationale des Chemins de fer.

##### Article 3

Expédition de la présente décision sera transmise au Ministre Secrétaire d'Etat aux Communications.

Délibéré dans la séance du 7 février 1941 où siégeaient : M.M. Alfred PORCHE, Vice-Président du Conseil d'Etat, Président ; CORNEILLE, Président de la Section du Contentieux ; DURAND, ANDRIEU, BLONDEAU, Présidents de Sous-Sections ; BONIFAS, DELFAU Georges, MICHEL, GUILLON, EULERY, JOSSE, Conseillers d'Etat, PAYROMAURE-DEBORD, Maître des

Requêtes, et BLONDEL, Maître des Requêtes,  
Rapporteur.

Lu en séance publique, le 21 février 1941.

Le Président :

Signé : Alfred PORCHE.

Le Maître des Requêtes, Rapporteur,

Signé : BLONDEL.

Le Secrétaire du Contentieux :

Signé : A. MARGUERIE.

LE MARECHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANCAIS, mande  
et ordonne au Ministre, Secrétaire d'Etat aux Communications,  
en ce qui le concerne, et à tous huissiers à ce requis en ce  
qui concerne les voies de droit commun contre les parties pri-  
vées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour exécution conforme :

Le Secrétaire du Contentieux du Conseil d'Etat

Signé :